

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 7 JUILLET 1978 - N° 735

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Renault, Sonacotra, Moulinex...

Halte à la répression policière !



Judi matin, les CRS étaient à la porte de l'usine Moulinex de Caen. A Cléon, chez Renault, le syndicat CGT dénonçait dans un tract des perquisitions qui auraient eu lieu chez certains des participants à la dernière grève. En même temps, les travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA sont entraînés en justice avec l'appui ouvert du gouvernement. Pas une grève, ces derniers temps, qui n'ait vu s'aligner devant l'usine ou à l'intérieur les casques des CRS. La bourgeoisie, devant le regain des luttes ouvrières de ce printemps, vise évidemment à décourager toute nouvelle initiative ouvrière pour la rentrée.

Face à cette répression, les travailleurs de Moulinex-Caen ont refusé de rentrer dans l'usine. Jeudi matin, aussi longtemps que la police n'avait pas évacué la porte. Et les résidents SONACOTRA, de leur côté, se mobilisent puissamment à chaque procès qui leur est intenté.

Les travailleurs ne permettront pas que les flics s'installent dans les usines, qu'ils brisent leurs luttes. Dans l'immédiat, ils seront nombreux samedi prochain à soutenir dans la rue les résidents SONACOTRA !

DURS COMBATS A BEYROUTH

Les bombardements syriens sur les quartiers de Beyrouth où sont basés les fascistes ont redoublé pendant la nuit de mercredi à jeudi. Ils ont probablement fait 200 morts depuis la fin de la semaine dernière. Plusieurs cessez-le-feu ont été négociés en vain. Mercredi, le ministre des Affaires étrangères Fouad Boutros s'était rendu à Damas pour négocier et avait rencontré le chef d'Etat syrien Assad. Mais ces discussions ont échoué, le gouvernement syrien exigeant la démilitarisation des quartiers chrétiens et le désarmement des milices fascistes.

De leur côté, les dirigeants phalangistes ont demandé le retrait des troupes syriennes et ont lancé un appel à l'intervention des puissances occidentales. Cet appel à une internationalisation du conflit ne peut que l'aggraver. Par leurs provocations constantes, leur volonté de mainmise sur l'Etat libanais et leur politique de collaboration avec l'Etat sioniste, les fascistes sont responsables des affrontements actuels et des morts qu'ils provoquent parmi la population de Beyrouth.

Un important discours de Mao Tsé-toung de 1962 rendu public

DISCOURS
A UNE CONFERENCE
DE TRAVAIL ELARGIE
CONVOQUEE
PAR LE COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
CHINOIS (30 JANVIER 1962)

En commémoration de son cinquante-septième anniversaire, le Parti Communiste Chinois vient de rendre public un texte jusqu'ici inédit de Mao Tsé-Toung. Ce discours a été prononcé à une conférence de travail élargie convoquée par le Comité Central du PCC en 1962. Mao Tsé-Toung y traite particulièrement du centralisme démocratique. Pour l'édification de leurs partis, les marxistes-léninistes de tous les pays ne manqueront pas de tirer les leçons des importants enseignements qu'il comporte.

Nous en publions à partir d'aujourd'hui de très larges extraits.

Lire en page 2

SONACOTRA : 2 000 à Sannois mercredi

Lire en page 4

Europe : un seul accord, l'austérité

Au sommet de Brème, les gouvernements européens vont discuter d'une «politique concertée de relance». Ces plans de relance sont destinés à tenter de faire accepter aux travailleurs des sacrifices en leur promettant des lendemains meilleurs. Mais les chefs d'Etat européens essaieront sans doute encore de se rejeter les uns sur les autres le poids des difficultés économiques.

Lire en page 6

Presse : L'Aurore giscardisée

La vente des journaux de Boussac L'Aurore et Paris Turf a donné lieu à une âpre rivalité entre acquéreurs RPR et giscardiens. Les nouveaux propriétaires sont désormais connus : la Banque de Paris et des Pays Bas, Ambroise Roux, PDG de la CGE, Michelin et Taittinger (Champagne, magasins du Louvre, etc.). Tous des giscardiens bon teint. Des informations que l'on ne trouve d'ailleurs pas dans L'Aurore de jeudi, même dans la rubrique «courses» chère à Boussac.

MAO TSE TOUNG : «DISCOURS A UNE CONFÉRENCE DE TRAVAIL ELARGIE CONVOQUÉE PAR LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS»

(30 janvier 1962)

Camarades,

Je vais maintenant vous faire part de mon opinion sur quelques questions. (Vifs applaudissements). En tout, je traiterai six points dont le thème central sera le centralisme démocratique ; par la même occasion, je toucherai aussi d'autres problèmes.

Le premier point : La méthode pour la conduite de cette conférence

Plus de 7 000 personnes participent à cette conférence de travail élargie au comité central. A l'ouverture des travaux, plusieurs camarades avaient déjà préparé un projet de rapport. Avant que ce texte soit discuté au bureau politique du comité central, j'ai proposé à ceux-ci de vous le distribuer immédiatement, au lieu de le soumettre d'abord au bureau politique, afin que chacun puisse faire ses commentaires et ses suggestions. Camarades, il y en a parmi vous qui viennent des différents secteurs et localités, des comités du parti aux niveaux de la province, de la préfecture et du district, des comités du parti de différentes entreprises et des divers départements relevant de l'autorité centrale. La plupart d'entre vous sont plus proches de la base et doivent mieux connaître la situation et les problèmes que nous, les camarades du comité permanent, du bureau politique et du secrétariat du comité central. De plus, comme vous occupez des charges différentes, vous pouvez aborder les problèmes sous des angles différents. C'est pourquoi vous avez été priés de formuler vos opinions. Le projet de rapport vous a été distribué, et, comme on s'y attendait, il a soulevé une discussion très animée ; tout en exprimant votre approbation pour les principes fondamentaux formulés par le comité central, vous avez avancé de nombreuses suggestions. Après quoi on a créé une commission rédactionnelle de 21 membres, dont des camarades responsables des divers bureaux du comité central. Un second projet de rapport a été rédigé à l'issue de 8 jours de discussion. On doit dire que ce texte est le condensé, fait par le comité central, des discussions de plus de 7 000 personnes. Sans vos suggestions, ce second projet de rapport n'aurait pu être rédigé. Dans ce texte, de grands changements ont été apportés aux première et deuxième parties ; c'est à vous que le mérite en revient. J'ai entendu dire que vous avez donné une appréciation favorable de cette seconde version, que vous la tenez pour assez bonne. Si, au lieu d'employer cette méthode, nous avions utilisé la procédure habituelle — d'abord un rapport, puis une discussion, et enfin une approbation à main levée de toute l'assistance —, on n'aurait pas pu faire les choses aussi bien.

Démocratie d'abord, centralisme ensuite

Il y a donc là une question de méthode pour conduire nos travaux. D'abord, on distribue le projet de rapport et on invite l'assistance à faire des suggestions pour y apporter des amendements. Ensuite, on fait le rapport ; il ne s'agit pas d'en donner lecture textuellement, mais de présenter les nouveaux éléments et d'apporter des explications. De cette façon, on peut mieux faire régner la démocratie, cristalliser la sagesse de tous, et comparer les différents points de vue. Nos réunions n'en seront que plus vivantes. Notre conférence a pour objet de faire le bilan de l'expérience du travail des 12 années passées, et spécialement des 4 dernières. Il y a beaucoup de problèmes, et il y aura aussi sans doute toutes sortes d'opinions ; il convient donc d'adopter la méthode en question. Cela veut-il dire qu'elle puisse être utilisée pour toutes les conférences ? Pas forcément. On l'emploie lorsqu'on a tout son temps. Les réunions de l'assemblée populaire nationale

pourraient peut-être utiliser parfois cette méthode. Camarades des comités du parti pour les provinces, les préfectures et les districts, quand vous aurez des réunions à convoquer, nous pourrions aussi la mettre en pratique si les circonstances l'autorisent. Bien sûr, comme vous êtes accaparés par votre travail, vous ne pouvez pas habituellement consacrer beaucoup de temps aux réunions. Mais rien ne vous empêche d'essayer, quand les conditions le permettent.

En quoi consiste cette méthode ? C'est la méthode du centralisme démocratique, la méthode de la ligne de masse. Démocratie d'abord, centralisme ensuite ; partir des masses pour retourner aux masses ; lier la direction et les masses. Voilà le premier point dont je voulais parler.

Deuxième point : Le centralisme démocratique

Il semble que certains de nos camarades ne comprennent toujours pas le centralisme démocratique dont ont parlé Marx et Lénine. Il y en a qui sont déjà des vétérans de la révolution, «modèle 38» ou de quelque autre modèle. Mais, bien que communistes depuis plusieurs dizaines d'années, ils ne comprennent toujours pas cette question. Ils ont peur des masses, peur de leur opinion, peur de leurs critiques. Mais quelles raisons les marxistes-léninistes auraient-ils d'avoir peur des masses ? On refuse de reconnaître soi-même son erreur, et en outre on craint que les masses ne la signalent. Or, plus on a peur, plus on se met dans l'embarras. Je pense qu'on ne devrait pas avoir peur. Qu'y a-t-il à craindre en somme ? Notre attitude à ce sujet, c'est de défendre fermement la vérité et d'être constamment prêts à corriger nos erreurs. Dans notre travail, la question de savoir ce qui est vrai et ce qui est faux, ce qui est correct et ce qui est incorrect relève des contradictions au sein du peuple. De telles contradictions ne peuvent se résoudre par des invectives ou des coups, et moins encore avec le couteau ou le fusil. Nous pouvons seulement recourir à la méthode de discussion, de raisonnement, de critique et d'autocritique. En un mot, nous pouvons seulement recourir à des méthodes démocratiques, en laissant les gens s'exprimer.

A propos des erreurs dans la façon de traiter les gens

Au sein comme en dehors du parti, il faut qu'il y ait une véritable vie démocratique ; cela signifie qu'il faut appliquer sérieusement le centralisme démocratique dans ces deux sphères. Il faut véritablement mettre les problèmes sur le tapis, et laisser les gens dire leur mot. Même si c'est pour nous blâmer, nous devons les laisser s'exprimer. Au pire, leurs blâmes auront pour effet de provoquer la chute des personnes incriminées ; elles ne pourront plus rester à leur poste, et seront mutées à des organismes d'échelon inférieur ou transférées ailleurs. En quoi cela serait-il inconcevable ? Pourquoi un homme devrait-il toujours monter et ne jamais descendre ? Pourquoi devrait-il travailler toujours au même endroit et ne jamais être muté ailleurs ? Je pense qu'une telle rétrogradation et une telle mutation — qu'elles soient justifiées ou non — sont de toute façon bénéfiques ; elles permettent à l'intéressé de tremper sa volonté révolutionnaire, d'explorer et d'étudier toutes sortes de situations nouvelles et d'acquérir davantage de connaissances utiles. J'en ai fait moi-même l'expérience et j'en ai tiré grand profit. (...) Dans le passé, il nous est arrivé aussi de traiter injustement certains cadres. Que nous ayons fait une erreur complète ou seulement partielle à leur égard, nous devons les réhabiliter après avoir réexaminé chaque cas concret. Mais d'une manière générale, ce traitement injuste — rétrogradation ou mutation —

aura trempé leur volonté révolutionnaire et leur aura permis d'acquérir beaucoup de nouvelles connaissances auprès des masses populaires. Je tiens à déclarer ici que je ne suis pas en train d'affirmer que l'on puisse, sans aucun discernement, traiter injustement nos cadres, nos camarades ou qui que ce soit, ainsi que le firent les anciens qui enfermèrent le roi Wen, tourmentèrent Confucius, exilèrent Kiu Yuan ou firent sauter les rotules de Souen Pin. Je ne suis pas pour cette façon de faire, mais contre. Ce que je veux dire, c'est que chaque étape de l'histoire de la société humaine a vu de ces erreurs dans la façon de traiter les gens. Dans la société de classes, de tels exemples sont nombreux. Même dans une société socialiste, on ne peut éviter complètement de telles choses. Les erreurs de ce genre sont inévitables, que ce soit dans une période sous direction d'une ligne correcte ou incorrecte. Il y a toutefois une différence : dans une période où la ligne est correcte, dès que des erreurs sont découvertes, leurs victimes peuvent être réhabilitées après examen de leur cas, elles peuvent obtenir réparation et retrouver ainsi la paix de l'esprit et relever la tête. Mais dans une période où la ligne est incorrecte, cela devient impossible. Le seul moyen d'y remédier, c'est que ceux qui représentent la ligne correcte, saisissent la première occasion favorable pour prendre l'initiative de rectifier les erreurs, par recours aux méthodes du centralisme démocratique. Quant à ceux qui ont commis des erreurs, s'ils sont rétrogradés ou mutés, après que leurs erreurs ont été critiquées par les camarades, que les échelons supérieurs ont statué sur leur cas et l'ont traité de façon appropriée, il est inutile de dire que cette rétrogradation ou cette mutation peut les aider à corriger leurs erreurs et à acquérir de nouvelles connaissances.

Critique et autocritique

Il y a actuellement des camarades qui ont très peur que les masses prennent l'initiative de la discussion et émettent des idées qui diffèrent de celles des organismes de direction et des dirigeants. Dès que l'on débat d'un problème, ils étouffent l'initiative des masses et les empêchent de s'exprimer. Cette attitude est déplorable. Le centralisme démocratique est inscrit dans les statuts de notre parti et dans notre constitution, mais ils ne l'appliquent pas. Camarades, nous sommes des révolutionnaires. Si nous avons vraiment commis des erreurs, qui sont de nature à nuire à la cause du parti et du peuple, alors, nous devons recueillir l'opinion des masses et des camarades, et faire notre autocritique plusieurs fois de suite. Si une fois ne suffit pas, si les gens ne sont pas satisfaits, il faut recommencer une seconde fois. S'ils ne sont toujours pas satisfaits, il faut recommencer une troisième fois, et ainsi de suite jusqu'à ce que plus personne n'ait de critique à formuler. Certains comités provinciaux du parti ont déjà agi de la sorte. Certaines provinces ont davantage d'initiative, car on y laisse parler les gens. Les premières à avoir pratiqué l'autocritique avaient commencé en 1959. Et les dernières, en 1961. Certaines autres se sont vues dans l'obligation de faire leur autocritique, comme ce fut le cas du Honan, du Kansou et du Tsinghai. Selon certains, il y a d'autres provinces qui, semble-t-il, se mettent seulement maintenant à l'autocritique. Que vous preniez l'initiative de l'autocritique ou qu'on vous y pousse, que vous le fassiez un peu plus tôt ou un peu plus tard, ce qui compte, c'est que vous regardiez vos erreurs en face, que vous soyez sincères pour les admettre et les corriger, que vous soyez prêts à laisser les masses vous critiquer. Du moment que vous adoptez une telle attitude, vous serez bien accueillis.

La critique et l'autocritique, c'est une méthode, une méthode pour résoudre les contradictions au sein du peuple, et c'est d'ailleurs la seule. Il n'y en a pas d'autres. Toutefois, sans une véritable vie démocratique, sans un véritable centralisme démocratique, il ne sera pas possible d'appliquer cette méthode de critique et d'autocritique.

Le centralisme : avant tout une centralisation des idées justes

Est-ce que nous ne connaissons pas, à l'heure actuelle, de nombreuses difficultés ? A moins de nous appuyer sur les masses et de mobiliser leur enthousiasme et celui des cadres, nous ne pourrions surmonter ces difficultés. Mais si vous n'expliquez pas la situation aux masses et aux cadres, si vous ne leur ouvrez pas vos cœurs et ne les laissez pas exprimer leurs opinions, s'ils ont toujours peur de vous et n'osent pas s'exprimer, il sera impossible de soulever leur enthousiasme. J'ai dit en 1957 qu'il faut «créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité et la volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain». Une telle atmosphère politique doit régner au sein du parti et en-dehors. Faute de quoi, l'enthousiasme des masses ne peut être mobilisé. Sans démocratie, il est impossible de surmonter les difficultés. Evidemment, c'est plus impossible encore sans centralisme ; mais s'il n'y a pas de démocratie, il n'y aura pas de centralisme.

Sans démocratie, il ne peut y avoir de centralisme correct, car si les opinions divergent et qu'il n'y a pas d'unité de vues, le centralisme ne peut être établi. Qu'est-ce qu'on entend par centralisme ? C'est avant tout une centralisation des idées justes. Sur cette base, on unifie les vues, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions ; c'est ce qu'on appelle l'unité par le centralisme. Si les gens ne connaissent pas les problèmes, s'ils ont encore des opinions à exprimer ou des griefs à formuler, comment pouvez-vous réaliser l'unité par le centralisme ? S'il n'y a pas de démocratie, il n'est pas possible de dresser correctement le bilan de l'expérience acquise. S'il n'y a pas de démocratie, si les idées ne proviennent pas des masses, il n'est pas possible non plus d'établir une ligne, des orientations, des mesures politiques et méthodes qui soient bonnes. Nos organes de direction jouent simplement le rôle d'une usine de transformation pour établir tout cela. Chacun sait que sans matières premières, une usine ne peut rien transformer. Si les matières premières ne sont pas en quantité suffisante et de la qualité requise, elle ne pourra fabriquer de bons produits finis. S'il n'y a pas de démocratie, si on ne sait pas ce qui se passe en bas, si on ne connaît pas bien la situation, si on ne s'attache pas à recueillir largement l'opinion des différents côtés, s'il n'y a pas de communication entre les échelons supérieurs et inférieurs, et que les organes de direction des échelons supérieurs s'appuient uniquement sur des matériaux partiels ou inexacts pour prendre des décisions, il sera difficile d'éviter le subjectivisme ; il sera impossible de parvenir à l'unité de vues et d'action, et impossible de réaliser un véritable centralisme. Le thème principal de notre conférence n'est-il pas l'opposition à l'ultra-décentralisation et le renforcement de l'unité par le centralisme ? Si nous manquons de promouvoir pleinement la démocratie, ce centralisme et cette unité seront-ils véritables ou fictifs ? Seront-ils réels ou vides de sens ? Seront-ils corrects ou incorrects ? Ils ne pourront qu'être fictifs, vides de sens, incorrects.

A SUIVRE

* Les intertitres sont de la rédaction du QdP.

DEMAIN :

— La suite du deuxième point : «Le centralisme démocratique».

— Et le troisième point : «Avec quelles classes nous unir et quelles classes réprimer : une question fondamentale».

● Le recours contre l'extradition de K. Croissant examiné par le conseil d'Etat

Le 16 novembre 77, K. Croissant était emmené en fourgon vers l'Allemagne, immédiatement après son procès d'extradition. Pourtant, un recours avait été déposé devant le Conseil d'Etat. Moins rapide que le gouvernement français, le Conseil d'Etat examine vendredi ce recours... 8 mois après l'extradition de Croissant.

● Manifestation d'agriculteurs à Brest

De nombreux agriculteurs du Finistère ont bloqué mercredi le centre de Brest avec tracteurs et remorques. Ils protestaient contre la baisse du prix du kg de porc à la production : 6,40 F en juin contre 7,80 F en décembre 77. Pendant ce temps, le prix à la distribution a augmenté de 10 %...

PC - PS à l'Elysée

ÇA DIVERGE

● A l'issue de ses entretiens avec les dirigeants des quatre grandes formations politiques, Giscard s'est cru obligé d'encombrer l'écran pour ne rien dire. Il s'est borné à répéter que ces entretiens étaient «normaux et utiles». «Utiles en tout cas de mon point de vue» a précisé Sa Suffisance. On ignore toujours en quoi. Ah si : il s'agissait d'échanger des informations. Malgré ce creux des propos, Giscard s'est déclaré prêt à poursuivre ce genre de consultation. Donc sans doute à nous imposer de nouveau la vacuité de ses commentaires à leur sujet.

Hormis les propos anodins du chef de l'Etat, on retiendra cependant de sa dernière initiative qu'elle lui a permis d'enfoncer un coin de plus entre le PS et le PCF, dont le contentieux ne cesse de se gonfler. En effet, d'un côté, Mitterrand affirmait à sa sortie de l'Elysée, au sujet des rencontres avec Giscard : «Le PS continue de juger cette méthode bonne». De son côté, Ballanger, président du groupe parlementaire du PCF, également reçu par Giscard, a estimé : «L'entrevue a été purement formelle (...). Il ne s'agit que de conversations sans portée réelle.»

Déjà, avant même cette dernière rencontre, Marchais s'était débrouillé pour se faire porter en

congé : sa première visite à Giscard, au lendemain de l'échec du 19 mars, n'avait pas été du goût de tous les militants. On peut maintenant se demander si le PCF acceptera la prochaine invitation que lui lancera le président de la République, tandis qu'on peut être assuré que les dirigeants du Parti socialiste continueront à se rendre aux rendez-vous élyséens.

De plus, le sujet choisi (les prochains sommets européen et occidental) était de ceux qui permettent de faire éclater les divergences de vue entre les anciens partenaires de l'Union de la gauche. Ce qui n'a pas manqué de se produire. Mitterrand, en effet, a estimé que «tout effort dans le sens d'un rapprochement monétaire,

d'un certain ordre monétaire, d'une stabilisation monétaire nous paraît désirable». Ballanger, lui, proclamait : «Le but de cette rencontre est d'accentuer encore l'austérité (...). Cela conduira à des difficultés accrues pour nos entreprises petites et moyennes. Enfin, plus grave encore, il s'agit d'un pas de plus dans la soumission de la France aux sociétés multinationales.»

Le désaccord est patent. Naturellement, L'Humanité de jeudi matin ne manquait pas de relever les «convergences qui vont en augmentant sans cesse» entre le PS et les giscardiens. Et son ex-partenaire continuera évidemment à souligner les similitudes existant entre les positions du PCF et celles de Chirac.

Mais tout de même, «stabilisation» des monnaies capitalistes pour le PS, inquiétude pour «les petites et moyennes entreprises» côté PCF : les travailleurs ne trouvent, de part et d'autre, que des préoccupations qui leur sont bien étrangères.

Des flics, des crédits, des flics, des crédits...

Chirac et Bonnet ne sont pas d'accord pour savoir qui doit financer les forces de police de la capitale. Mais l'entente est parfaite pour en augmenter les effectifs.

Le conseil de Paris a proposé des mesures pour accroître l'efficacité des forces de police existantes. Il s'agit d'employer des femmes pour régler la circulation — dégageant ainsi des hommes pour des tâches de répression. La garde devant les bâtiments administratifs serait assurée par des appelés du contingent effectuant leur service dans la gendarmerie, les effectifs ainsi libérés pourraient être affectés à l'ilotage des quartiers, ce qui serait facilité par l'attribution automatique d'un certain pourcentage de logements aux flics dans tous les programmes de constructions. Enfin, dans le genre rétro, Mme de Hautecloque propose la création d'une unité de police à cheval : son but serait de surveiller les bois de Boulogne et de Vincennes pour débusquer «les gens qui s'y conduisent mal».

Signalons que le groupe PCF a réclamé des effectifs supplémentaires pour l'ilotage.

Le préfet de police a fait savoir que les unités mobiles de sécurité seraient augmentées de 420 gradés et gardiens, et qu'il souhaite un accroissement rapide de l'ordre de 3 000 hommes.

Des socialistes contre l'élargissement de la CEE

Le conseil régional du Languedoc-Roussillon, à majorité socialiste, a affirmé son opposition à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, «dans les circonstances actuelles». Le PCF, pour sa part, avait déposé une autre motion pour faire savoir son «opposition catégorique» à cet élargissement. Et de critiquer ce «bel exemple de complicité giscard-socialiste». Cependant, les socialistes du Languedoc ont pris une position différente de celle de leur direction nationale : il est vrai qu'ils sont sans doute plus à même de redouter les réactions des viticulteurs du Midi, qui se trouveraient dans une situation de concurrence difficile.

QHS : une circulaire instaure la fouille des avocats !

Par une circulaire discrète datée du 26 juin l'administration pénitentiaire vient d'instaurer la fouille des avocats rendant visite aux prisonniers des QHS (quartiers de haute sécurité). Sacs et serviettes doivent être déposés à l'entrée, et plus grave encore, «les visiteurs ayant accès aux parloirs sans dispositif de séparation pourront être soumis à une fouille par palpation». A quand la fouille des avocats à l'entrée des tribunaux ? Cela ne saurait tarder, si ces mesures n'étaient pas vigoureusement combattues.

LA POLLUTION MARINE AU CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des Ministres a adopté des mesures contre la pollution marine. Répression des infractions aux règles de navigation, acquisition de matériel, éloignement des routes maritimes, organisation de l'assistance aux navires en difficulté : des mesures qui ne sont pas très nouvelles et qui n'ont pas été appliquées jusqu'ici. Une nouveauté seulement : la

création d'un centre de recherche, de développement et d'expérimentation à Brest.

L'UNIVERSITÉ DE VINCENNES TRANSFÉRÉE À ST DENIS

Le ministre des Universités a décidé de transférer Paris VIII (Vincennes) à St Denis, pour la rentrée 79. Pierre Merlin, président de Paris VIII est contre, la municipalité PCF de St Denis aussi : elle affirme ne pas avoir été consultée.

Nanterre

LES SECOUSSSES D'UN PARTI «EN BONNE SANTE»

Certes, ces contradictions dans le PCF ne prennent pas l'aspect spectaculaire des déclarations de quelques intellectuels connus. Elles ne s'en expriment pas moins, parfois virulentement.

Lors d'une fête locale du PCF, les gros bras du service d'ordre agressent les militants du PCR mi venus débattre de leurs propositions politiques avec les travailleurs présents. A cette occasion, des militants du PCF interpellent le service d'ordre, jugent cette agression «inadmissible» et promettent de mettre cette affaire à l'ordre du jour de leur prochaine réunion de cellule. Un débat houleux s'est déroulé au bureau de section du PCF, mais ne sera pas transmis dans les cellules.

Deux semaines après, les ouvriers communaux se mettent en grève pour exiger l'application de l'arrêté ministériel de septembre 77 relatif au reclassement des P2 au poste de maître ouvrier. L'attitude intransigeante du bureau municipal cherchant à diviser les travailleurs, le qualificatif d'«agitatoire» porté sur cette grève et le refus d'indemniser les journées de grève, entraînent une indignation profonde chez

● Dans cette ville ouvrière de la banlieue parisienne, les élections législatives sont venues réveiller les interrogations de nombreux militants du PCF : dès le premier tour, le PCF connaissait un recul de 8,7 % passant de 52,9 % à 44,2 % des voix.

les communaux et dans les rangs du PCF. Des militants du PCF n'hésitent pas à dire ce qu'ils pensent du maire : «Un bureaucrate, un technocrate... qui préfère faire des réceptions où le champagne coule à flots, plutôt que de satisfaire les revendications des ouvriers».

L'UL-CGT prend position en soutien aux grévistes et appelle toutes les sections syndicales à envoyer des motions à la municipalité et à prendre en main la solidarité. Comme le dit un militant du PC : «Maintenant Soudmont, c'est toute la CGT qu'il s'est foutue à dos, ça risque de faire mal...» La tentation est grande, de ne voir dans tout cela que le fait de quelques individus imbus de leurs responsabilités «...qui n'ont pas mis la main au charbon depuis des années». Mais ce point de vue en prend un coup avec, au fil des jours, le silence conservé par L'Humanité (plusieurs lettres de protestations lui seront envoyées) et l'hebdomadaire local du PC (L'Éveil), ne fera guère mieux, puisqu'il

faudra attendre plus de 2 semaines, avant qu'il n'accorde ne serait-ce que 2 lignes seulement à la lutte, noyant le poisson dans la journée nationale d'action des communaux du 20 juin contre le gouvernement.

Alors que la grève se durcit, on assiste dans le même temps, à une certaine reprise en main, le ton du syndicat CGT des communaux reste ferme mais le point de vue se fait plus nuancé : «La municipalité doit négocier» (qu'y a-t-il à négocier ?), on rappelle l'appréciation positive de la CGT sur les efforts faits par la municipalité d'Union de la gauche, dans divers domaines, jusqu'ici et on joue la corde sensible en rappelant le principe de l'indépendance syndicale. Il est vrai que la lettre d'information à la population signée de la municipalité s'étonnant «d'une telle intransigeance face à une municipalité à direction communiste, avec toutes les interprétations politiques qui peuvent naître de ce problème, qu'on le veuille ou non», n'était pas sans avoir l'allure

d'une véritable pression.

Une pression que certains portent la responsabilité d'avoir acceptée en amenant les ouvriers communaux à reprendre le travail sur quelques vagues promesses pour septembre et une indemnisation partielle de la grève. Après plus de trois semaines de grève, on est bien loin de ce que voulaient les communaux : le reclassement pour tous les P2 avec effet rétroactif, ainsi que le paiement de toutes les journées de grève. Et si dans l'immédiat, le bureau municipal peut se targuer d'avoir repris les choses en main, cela n'empêchera pas que les interrogations continuent de s'approfondir. La fête de L'Humanité prévue en septembre ne semble pas constituer une perspective bien enthousiasmante pour les militants désabusés : les réunions de cellules se tiennent un petit peu au bonheur du jour, ne rassemblant bien souvent pas le quart des militants et une bonne douzaine de cellules n'ont toujours pas vendu de vignettes pour la fête. Mais à part cela, comme dirait Marchais : «Le parti est en bonne santé...»

Corr. Nanterre

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

LUTTES OUVRIERES

Usine Gallay à St Denis

GREVE TOTALE
DEPUIS
LE 5 JUILLET

Les 450 travailleurs (immigrés et femmes en grand nombre) se sont donnés il y a quelques mois une section syndicale CFDT.

Après la grève de l'usine de Lille le 24 mai, les sections syndicales CGT, CFDT, FO des six usines réparties dans toute la France (St Denis, Lille, Lyon, Marseille, Gennevilliers, St Priest), se coordonnent et élaborent une plateforme revendicative commune :

- o 200 F pour tous
- o 2 500 F, salaire minimum
- o 40 heures
- o 5^e semaine.
- o Prime de vacances.

Après le refus des directions de négocier, toutes les usines du groupe se retrouvent le 16 juin et décident une pétition sur ces revendications, qui sera signée à 90 % dans les six usines. Un préavis de grève est déposé pour le 28 juin, où une grève d'une heure a eu lieu dans tout le groupe.

A St Denis, les débrayages se sont poursuivis pendant cinq jours. Cepen-

dant, la direction s'efforce de pallier à la perte de production en renforçant le contingent d'intérimaires dans la période d'été où les carnets de commande sont pleins (plus de 200 000 fûts métalliques par jour).

Mercredi 5 juillet, 75 % des ouvriers décident de bloquer les portes pour empêcher l'entrée des camions. La direction réussit à faire rentrer quelques intérimaires et quelques jaunes par les murs, et obtient une ordonnance de référé demandant la libre circulation pour les camions à l'entrée de l'usine.

Une vingtaine d'ouvriers ont passé la nuit devant l'usine et c'est jeudi qu'ils prennent leur décision : la poursuite de la grève. La détermination est grande, c'est la première fois depuis 68 que les ouvriers de Gallay sont en grève ; l'unité entre Immigrés et Français, entre syndiqués CGT et CFDT est déjà l'un des premiers acquis de cette lutte, mais l'approche des vacances risque d'être un obstacle à la poursuite de la mobilisation.

Création d'une agence
de presse dans le 94

Pour une intervention dans l'immédiat, qui soit au service des luttes.

Une agence de presse est déjà en train de naître. Et ce n'est pas tout...

Travailleurs du Val de Marne, venez discuter avec nous :

Le samedi 8 juillet à 14 h 30 à la MJC
du Mont Mesly, 100 rue Juliette Savare
94 000 Créteil

ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom.....
Adresse

A Moulinex Caen
REPRISE AMERE

Reportage de Monique CHERAN

Jeudi, 6 h : trois CRS sont en faction devant l'usine. Un car plein est stationné au bord de la route. Quelques dizaines de grévistes sont déjà arrivés depuis 5 h 30. Après les flics de la ville mercredi, jeudi ce sont donc les CRS que la direction a fait venir. Faut-il qu'elle veuille montrer jusqu'au bout sa puissance ! Parmi les ouvriers, la colère.

Comme la veille, les travailleurs arrivent par petits paquets jusqu'à 7 h, où la place débordait de monde. Les CRS sont descendus des cars et s'alignent pour laisser un passage d'entrée. Comme la veille, les grévistes disent : *Ce n'est pas possible de rentrer avec les flics, on n'est pas sous l'occupation.*

7 h : un délégué prend la parole. Pas un mot pour dénoncer la présence des flics. Il insiste sur les difficultés que rencontre la lutte aujourd'hui : l'usine de Caen reste la seule en grève ; la direction ne veut rien céder. Il pose la né-

cessité pour vaincre dans les luttes à venir de construire un rapport de forces plus large sur davantage d'usines. Et il conclut : *Il faut rentrer pour maintenir l'unité. Il faut savoir terminer une grève, même si c'est dur. Bien sûr, pas en présence des flics. Nous allons demander que la police se retire afin que nous puissions rentrer librement.* Les flics ne bougent pas. Quelques délégués s'avancent dans l'entrée, quelques travailleurs les suivent, mais s'arrêtent à peine après avoir franchi les portes. La majorité des gars et des filles présents n'ont pas bougé. Ils ne veulent pas reprendre dans ces conditions, sans même un vote après deux semaines de lutte. Tous ont le cœur serré, sont indignés ; même si beaucoup pensent que la reprise ne peut tarder, ils ne veulent pas rentrer dans ces conditions. Des délégués sont restés dehors avec eux ; ceux qui étaient rentrés ressortent, tentent de convaincre les grévistes qui ont le plus ouverte-

ment montré leur réprobation : *«Les OP veulent rentrer, ils l'ont exprimé hier... Il y en a pour qui une journée de grève de plus, ça va faire très lourd et pour rien...»* Les filles rétorquent : *«On n'est pas à un jour près, même si c'est sûr qu'une grève, c'est dur.»* Personne ne rentre.

Une deuxième intervention a lieu, insistant à nouveau sur cette division, en rejetant la responsabilité sur ceux qui ne veulent pas reprendre ainsi, tout de suite, sous le nez des flics. Toujours en vain. Ils sont interpellés : *«On avait dit hier qu'il y aurait un vote. On ne peut pas reprendre comme ça.»* Les ouvriers rentrés ressortent. Un délégué explique qu'on va demander que les CRS s'en aillent ; ce qui se passe effectivement. Mais les gars et les filles ne bougent toujours pas. La présence des flics n'était pas leur seule raison de ne pas rentrer aujourd'hui. C'est l'ensemble de cette reprise, telle qu'elle s'est

dessinée, qu'ils remettent en cause.

Troisième intervention : *«Il faut savoir arrêter une grève... Nous proposons d'avancer jusqu'aux bureaux et d'entrer dans les ateliers tous ensemble...»* Quelques-uns s'avancent... d'autres suivent... Puis d'autres encore, les moins décidés, qui regardent en arrière, la révolte dans les yeux.

Sur la place, à 8 heures, plusieurs dizaines de grévistes ne sont pas rentrés et ne rentreront pas. Pas aujourd'hui. Ils passent en revue toutes les étapes de cette reprise difficile, douloureuse pour tous ceux qui se sont bagarrés pendant ces deux semaines. Il aura fallu une bonne heure pour parvenir à cette reprise. L'unité dont il a tant été question, ce n'est pas cette reprise qui l'aura garantie. Dans les ateliers, les discussions ne font que commencer car beaucoup n'ont pas été convaincus par les arguments avancés pour la justifier.

Des idées par dizaines...

Mercredi 10 h : l'AG est terminée. La délégation reçoit une heure auparavant par la direction a rendu compte de l'entrevue : aux différentes questions posées par les délégués, la direction a répondu non ! Pas question d'aller au-delà de 90 F pour les bas salaires ; pas question non plus de mettre en difficulté les deux cadres dont les grévistes demandent la démission après l'agression de lundi. La direction n'a *rien à leur reprocher*... Là-dessus, un délégué demande aux grévistes massés par centaines devant l'usine de *«réfléchir et de... revenir le lendemain à 14 h pour un nouveau vote.* Il devra s'y prendre à plusieurs fois pour que les groupes animés de discussion se dispersent. Visiblement, beaucoup de grévistes attendent plus : beaucoup sont inquiets : *«Il n'y aura personne à 14 h, à l'heure d'arrivée de l'équipe d'après-midi. Avec les portes grandes ouvertes, s'il n'y a personne pour discuter, il y en a qui vont rentrer.»* C'est à regret que les grévistes s'en vont.

Dans le village de Cormelles, à quelques pas de l'usine, les deux cafés de

la petite place sont remplis. On vient se réchauffer un peu et discuter de la situation. Ils sont cinq à une table avec nous, dont quatre femmes. Tous ont participé activement depuis le début. Ils sont un peu amers ; ils ne se contentent pas que tout le groupe se soit mis en grève pour dire que c'est une victoire. Pour eux, ce qui compte tout autant, c'est le résultat ; pas seulement sur les revendications mais aussi sur le déroulement de la grève, sur la participation des filles. Tous ont le sentiment que ce résultat est bien en-dessous de ce qui était là en propositions, en idées, en initiatives à prendre, en débat.

«Par exemple, pour les gosses ! C'est vrai que c'est un problème. Au début, beaucoup de femmes venaient avec leurs gosses. On a pensé un moment qu'il serait possible de les garder ensemble, pour que le maximum de femmes puissent venir, même un moment. Ça ne s'est pas fait ; pourtant, il y a pas mal de femmes qui ont leurs maris à la Saviem, et ils ne sont pas contre la grève au contraire. Mais, comme rien n'a été fait,

les obstacles ont pris le dessus. On s'est retrouvées avec les gosses, le ménage et pas de solution. Ça entretient la division parce que dans cette situation, la lutte repose sur trop peu de monde et au bout d'un moment, il y a ceux qui sont surchargés de tâches et qui ne viennent plus.

C'est vrai que même s'il y a quelques déléguées femmes, les problèmes des femmes ont du mal à être posés. On n'a pas encore le poids qu'il faudrait ; d'autant qu'on ne peut pas militer autant que les hommes, consacrer autant de temps qu'eux au syndicat par exemple. Et quand c'est la grève, ça ne peut pas changer tout ça d'un coup.»

Pourtant, les gars de Moulinex sont plutôt admiratifs devant la combativité des filles. Plus d'un n'hésite pas à dire que *«ce sont elles qui ont fait la force des manifs, qu'elles savent ce qu'elles veulent et que le jour de l'intervention des nervis, ce sont elles qui étaient les plus déterminées à vouloir rentrer dans l'usine pour les déloger.»*

«C'est formidable l'imagination, les idées qui se sont exprimées dans cette grève. Il n'y a pas le dixième de tout cela qui a été exploité. On était prêtes à vendre du petit matériel, mais on nous a opposé des tas d'arguments. Avec les autres boîtes de Caen, il y avait des tas de choses possibles. Pour faire rester les gens dans la boîte, au début on avait pris en mains des questions comme la bouffe. Ça créait une bonne ambiance. Certains nous ont dit que ce n'était pas aux syndiqués de s'occuper de cela.»

Pendant plus de deux heures, elles racontent les difficultés qu'elles ont eues à se faire entendre, à faire entrer dans la vie ces dizaines de propositions dont une bonne partie s'est «perdue dans les sables». Mais bien qu'amères, déçues, elle n'ont pas baissé les bras. *«C'est dur de faire rentrer tout cela dans la vie, mais on sait bien que c'est cela que veulent les filles. Rien que le vote de ce matin, c'est un démenti pour ceux qui disent que les femmes ont la trouille et qui ne leur laissent pas vraiment prendre toute leur place.»*

Deux mille, ils étaient deux mille, venus des foyers Sonacotra d'Argenteuil, de Sartrouville, de Corneilles et de Sannois pour soutenir devant le tribunal de Sannois (Val d'Oise), la vingtaine de résidents menacés d'expulsion par la Sonacotra. Une formidable mobilisation qui montre à Stoléro que ses attaques contre les travailleurs immigrés rencontreront une riposte résolue. Les procès intentés par la Sonacotra commencent bien mal pour elle ! A Rambouillet, mardi, le président du tribunal a décidé de se rendre au foyer d'Elancourt, et d'y rencontrer les résidents avant de se prononcer. Mercredi, celui de Sannois a reporté le jugement au 27 septembre prochain. Toutefois, les menaces de Stoléro subsistent ; aussi, les travailleurs immigrés et la coordination des foyers ont bien l'intention de poursuivre la mobilisation lors des prochains procès, ainsi que pour la manifestation de samedi, de Barbès à Nation.

«On n'entre pas ! Pas de journalistes !» État de siège autour du petit tribunal d'Instance de Sannois. Des dizaines de flics et de CRS cernent le quartier et filtrent l'entrée. Une chaîne ferme même les deux battants du petit portail du parc qui entoure le tribunal ! Etrange procès «public». Dans la petite salle du tribunal, faut-il le préciser, une bonne dizaine d'inspecteurs en civil avaient pris place, réduisant d'autant la place accordée aux résidents Sonacotra. Dehors, pendant

ce temps, mots d'ordre et prises de parole, en alternance, reflètent la détermination des deux mille travailleurs immigrés présents. Ceux des cinq foyers d'Argenteuil sont venus à Sannois en manifestation : un cortège impressionnant défilant pendant plusieurs kilomètres. Devant le tribunal, les banderoles restent déployées. «Sonacotra cèdera !», «Non aux saisies-arrêts», «A bas les mesures racistes de Stoléro !», ou encore «Travailleurs français - immigrés, une

Forte mobilisation contre les procès Sonacotra

2 000 RÉSIDENTS SONACOTRA DEVANT LE TRIBUNAL DE SANNOIS

seule classe ouvrière !» sont scandés à plusieurs reprises. En français et en arabe, des interventions rappellent les raisons de la grève des loyers, les foyers-prisons, les profits faits par la Sonacotra sur le dos des immigrés.

A Rambouillet déjà, nombreux étaient les résidents d'Elancourt à manifester devant le tribunal. Pour mobiliser la quasi-totalité des résidents des foyers dont les délégués passent en procès ce mercredi, aucun effort n'a été

ménagé. Certains résidents et responsables du comité de coordination ont veillé toute la nuit pour expliquer l'importance d'être nombreux à soutenir les camarades convoqués. Ces efforts ont été efficaces. Chacun, la veille ou le matin même a annoncé dans sa boîte, qu'aujourd'hui, il ne travaillerait pas pour être présent au procès. Beaucoup travaillent à Renault Flins, à Simca Poissy ou dans des petites entreprises locales. Chacun est parfaitement conscient de l'enjeu. «La Sonacotra prétend que ce sont les délégués qui obligent les autres à faire la grève ! En venant tous ici on lui a fait la preuve définitive du contraire !» Un autre ajoute : «En ne travaillant pas aujourd'hui, c'est un avertissement : si on nous fait des saisies-arrêts sur les salaires, on se mettra en grève. La Sonacotra croyait peut-être qu'elle pourrait isoler les délégués à qui elle tente des procès, et casser le mouvement, elle s'est trompée : quand un est touché, c'est nous tous qui sommes touchés ! C'est pourquoi on est tous là !»

Quand les travailleurs sortent du tribunal, le poing levé pour beaucoup, c'est un grand cri de joie qui les accueille. Leurs sourires laissent présager que la Sonacotra en est,

Une sérieuse argumentation juridique

Devant le tribunal de Sannois comme de Rambouillet, les défenseurs des résidents ont soulevé une «question préjudicielle sérieuse» sur la fixation des loyers. Depuis 76, la Sonacotra a obtenu du tribunal administratif de Versailles qu'il fixe le prix des loyers. Elle s'appuie sur cette décision pour estimer «illégal» le refus de payer les loyers des minuscules chambres. Or, un recours a été déposé contre la décision du tribunal administratif. Tant que ce recours n'a pas été examiné aucune mesure ne devrait, selon les avocats, être prise contre les résidents. Passant à l'offensive, les avocats ont, au contraire, demandé que la Sonacotra reverse aux résidents le trop-perçu de loyers avant 76, à l'époque où la Sonacotra fixait ses prix elle-même. De plus, ils ont demandé que soit reconnu aux résidents le statut de locataires de foyers-hôtels, qui suppose entre autres, la liberté de recevoir chez soi qui on veut.

Un argument favorable supplémentaire est propre à Sannois. En 76, le même tribunal avait reconnu la valeur de la «question préjudicielle» en refusant d'accéder aux demandes de saisies-arrêts, formulées par la Sonacotra.

Mais, la loi, comme on sait, est susceptible de tant d'interprétations que seule la mobilisation active peut garantir des verdicts favorables aux résidents. Ceux-ci l'ont bien compris en venant en nombre à Sannois.

pour le moment, pour ses frais. En effet, l'avocate des résidents annonce alors que le procès est reporté après les vacances. Pour Stoléro et la Sonacotra qui voulaient faire vite, c'est un échec. C'est ensuite le retour vers Argenteuil : comme à

l'aller, les résidents se forment en cortège et partent en manifestation jusqu'à leurs foyers, salués au passage par d'autres travailleurs immigrés, au travail sur un chantier de construction.

Claude ANCHER



Il est 11 heures. Un cortège inhabituel de blouses blanches et de manteaux bleus se dirige vers les locaux de la direction.

Un moment d'attente sous le porche, puis tous rentrent résolument dans les bureaux, celui du directeur en tête. «Que se passe-t-il ?» «On a décidé l'occupation des locaux de la direction jusqu'à ce que le directeur revienne sur sa décision de supprimer les salaires et les primes» répond un gréviste. Pendant que certains grévistes s'emparent du téléphone pour prévenir la presse et les autres hôpitaux, le flot de blouses blanches continue d'affluer. Ils sont plus d'une centaine. Derrière les blagues de certains, l'atmosphère est plutôt tendue : «Les flics peuvent arriver d'une minute à l'autre, mais de toutes façons, on n'a pas le choix». Ce matin, chacun ressent un certain soulagement : «On avait l'impression que ça s'épuisait, et puis voilà. Ce matin, c'est reparti, on reprend courage.»

Le début, c'est le 16 mai, il y a maintenant 52 jours. Une AG massive

52^e jour de grève à l'hôpital Sainte Anne (Paris 13^e)

LES LOCAUX DE LA DIRECTION SONT OCCUPES

Poser les vraies questions du durcissement

décidait la grève reconductible par 24 heures à Sainte-Anne, après un patient travail de mobilisation, service par service. A l'époque, près de 50 hôpitaux connaissaient des mouvements de grève. La journée nationale du 18 mai rassemble alors près de 15 000 hospitaliers à Paris, qui manifesteront leur profond mécontentement devant la dégradation continue des conditions de travail et d'hospitalisation. Mais les perspectives des fédérations syndicales étaient bien «maigres». L'hôpital Sainte-Anne se retrouva alors isolé sur ses revendications : prime de 250 F, embauche d'effectifs supplémentaires (300) et mécanisation du travail. Quant à la réponse du

pouvoir, c'est le silence : refus de négocier, menaces et tentatives de briser la grève avec des rencontres bidons, style CTP qui n'est qu'une chambre d'enregistrement. A la dernière rencontre, la réponse de Pilipenko, ce fut : «La porte est derrière !»

Mais mardi, la délégation des travailleurs de Sainte-Anne qui s'était rendue à la DGASS a été reçue à coups de menaces : «Si la grève continue, les salaires seront supprimés dès aujourd'hui, ainsi que la prime, rétroactivement à partir du 16 mai.»

«La direction croyait utiliser l'essoufflement, mais elle s'est bien trompée» disait-on à l'assemblée générale de mercredi matin

où l'on retrouve l'affluence des premiers jours. «Ceux de Sainte-Anne n'accepteront pas cette provocation. Il faut dès maintenant occuper les locaux et porter notre lutte devant le ministère.»

Avec le vote massif pour l'occupation, un certain nombre de propositions ont été retenues :

— Contacter tous les hôpitaux pour qu'ils viennent à Sainte-Anne se mettre au courant de la situation et apporter leur soutien. Pour certains, il faudrait que ces contacts aillent plus loin.

— Radio libre Sainte-Anne, née voici près d'une semaine, va émettre une deuxième fois, et ses animateurs voudraient que cela soit l'occasion pour les grévistes de faire le

point et d'engager un véritable débat sur la grève.

— Une journée sur les conditions d'hospitalisation devrait se tenir prochainement tandis que le 14 juillet sera peut-être l'occasion de remplacer le traditionnel Bal des pompiers par celui des hospitaliers.

Cette occupation va-t-elle relancer la grève ?

«Il est difficile d'imaginer

que la réaction très déterminée des grévistes de Sainte-Anne suffira pour lui donner de solides perspectives. Mais pour l'instant, il faut qu'on gagne contre les menaces de la direction. Dans la foulée, on pourra alors profiter de ce nouveau souffle pour poser les vraies questions et durcir durablement.»

Corr. 13^{ème}

Téléphonez
au Quotidien du Peuple
636.73.76.

● Au cours de leur sommet, à Brême, les chefs d'État et de gouvernement de la CEE vont parler de «politique concertée en vue d'une relance de l'activité économique». Depuis plusieurs années, c'est l'un des thèmes les plus constants et les plus creux des débats et des décisions prises par les pays occidentaux. Thème constant parce que les transformations des relations internationales ont eu un effet similaire sur toutes les économies occidentales frappées dans leur ensemble par la crise, d'où la vétille constante d'y opposer une politique concertée. Thème creux parce que la politique réelle menée par chaque pays est sensiblement différente sinon opposée aux positions définies dans les rencontres internationales.

Le sommet de Londres en mai 1977 avait été une des plus spectaculaires tentatives de la coordination des politiques occidentales : les États-Unis y avaient affirmé leur volonté d'imposer aux autres pays les mesures les plus favorables pour eux-mêmes ; un an après, aucune des décisions prises par le sommet de Londres n'était entrée dans la vie ; ni l'Allemagne, ni le Japon n'ont relancé leur économie, les négociations commerciales mondiales sont restées quasiment au point mort. A la volonté américaine s'opposent les volontés japonaise et allemande de ne pas céder sur les positions avantageuses dont ces pays disposent.

LES MOTS ET LES CHOSES

A la différence du sommet de Londres en 1977, le

sommet de Bonn les 16 et 17 juillet prochains sera préparé par un sommet européen. Le souci d'apporter une réponse commune aux États-Unis sur ce point comme sur la monnaie ne peut avoir qu'une portée limitée car il ne semble pas pouvoir se matérialiser dans une cohésion plus grande des membres de la CEE.

Le cadre même de leurs discussions et de leur prévisible accord a été défini par l'OCDE : la théorie dite des « locomotives » (selon laquelle la relance mondiale reposait sur la balance des économies US, allemande et japonaise) qui a connu un fiasco complet, avait servi de fondement au sommet de Londres : elle a été remplacée par la théorie de la relance concertée adoptée par les ministres des pays membres lors d'une réunion le 15 juin dernier. Selon cette

Sommet de Brême

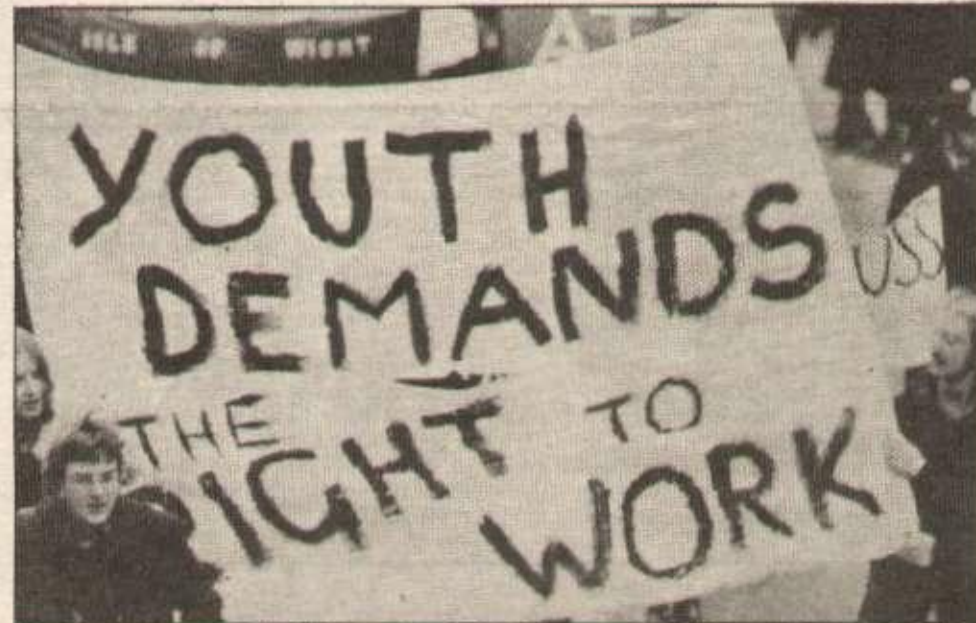
L'EUROPE DIVISEE, SAUF SUR L'AUSTERITE

théorie, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Suisse devraient effectuer la relance ensemble. Aussi les pays de la CEE doivent-ils chercher à mieux définir des objectifs communs. C'est ce qu'ils avaient fait à Copenhague lors du dernier sommet européen, en définissant l'objectif de la communauté à 4,5 % de croissance pour la mi-79.

L'Allemagne allait apporter le premier démenti. Schmidt refusait d'envisager le budget allemand en fonction de cet objectif. Mais les faits eux-mêmes venaient à sa rescousse : les résultats du premier trimestre 78 faisaient apparaître une stagnation de la production allemande, qui pourrait se prolonger. En Angleterre, les prévisions de croissance pour 1978 originellement portées à 3,5 % sont régulièrement révisées en baisse et réduites aujourd'hui à 2,5 %. De plus, les mesures fiscales destinées à accroître la demande anglaise ont eu un effet négatif : les importations se sont accrues sans que les investissements productifs se développent de manière significative. En France, Barre répète à l'envi qu'aucune mesure de relance ne sera prise, qu'aucun déficit budgétaire ne sera constitué au titre de la relance, alors que le conseil des ministres définissant la position du gouvernement français au sommet européen de Brême demande « l'accroissement significatif des contributions apportées par chacun des participants à la stabilité monétaire et à la relance de l'activité internationale. »

RELANCE ET RESTRUCTURATION DEFICIT BUDGÉTAIRE ET INVESTISSEMENTS

Dès lors que les propositions de l'OCDE ont peu de chances d'aboutir sinon en parole, les prévisions des experts envisagent une croissance bien inférieure à 3 % pour 1978 quand l'OCDE fixe 3,5 % comme objectif. Prudent, le secrétaire général américain de cette institution déclarait en parlant des délais dans lesquels la relance pourrait se réaliser selon le schéma de la relance concertée : « Quant à savoir à quel moment le convoi arrivera à destination, il ne s'agit évidemment pas d'une année, mais plutôt d'une évolution progressive sur une certaine période de temps. » Ce scepticisme généralisé à l'égard des accords concernant la relance est fondé sur la réticence de chaque pays à fonder sa politique économique sur le déficit budgétaire



Manifestation contre le chômage en Grande Bretagne « la jeunesse exige le droit au travail »

taire quand les vraies questions sont pour chaque bourgeois la définition d'une politique d'investissements permettant la réussite d'une restructuration industrielle qui place le pays dans la meilleure position dans la concurrence internationale. Le blocage des négociations sur le commerce international et la montée, depuis 1975, des mesures de limitation dans le commerce de certains produits, ou de produits provenant de certaines zones, manifestent les limites de la concertation occidentale.

L'Europe même est profondément divisée ; elle parvient difficilement à définir une politique commune de l'acier, ne parvient guère à relancer la coopération aéronautique fortement attaquée par les États-Unis. D'autre part, le compromis est bien tenu entre les demandes répétées de la France pour un contingentement des produits agricoles et du textile d'un côté, et les professions de foi pour une libération la plus large des échanges prononcées par les ministres allemands de l'autre côté.

SEUL RÉSULTAT PRATIQUE : L'AUSTERITÉ

L'accord de tous sur la nécessité d'une relance est la façade d'une empoignade généralisée sur le marché mondial, bataille dans laquelle l'Europe est loin de parler d'une seule voix et à laquelle les rapports entre ses membres sont loin d'échapper. Ce qui limite considérablement la portée d'un accord éventuel du sommet de Brême concernant la relance, comme de sa valeur en tant que réponse européenne aux USA et au Japon.

Dans les faits, chaque pays définira sa propre po-

litique de restructuration industrielle. En France, c'est le plan Barre, avec une hausse de prix qui doit voisiner et même dépasser 11 % en 1978. En Angleterre, la même chose est prévue pour les 12 mois à venir, c'est le couple hausse des prix/blocage des salaires, sous prétexte de combattre l'inflation. L'amélioration de la compétitivité industrielle signifie un taux sans précédent de chômeurs : 500 000 nouveaux chômeurs doivent rejoindre en 1978 les six millions déjà recensés dans la CEE. En France, en Angleterre, en Belgique, le taux de chômage doit augmenter de 6 à 6,5 %.

Les paroles sur la relance auxquelles personne ne croit servent d'alibi pour faire accepter la dégradation de la situation des travailleurs, leur faire croire que les sacrifices d'aujourd'hui préparent la satisfaction des besoins de demain. En réalité, l'impuissance des pays occidentaux à redresser leur économie repose sur une modification de leur situation dans le monde qu'ils ne peuvent plus piller entièrement à leur guise. L'austérité d'aujourd'hui prépare un renforcement accru de l'exploitation demain.

G. CARRAT

PROGRAMME TELE

Jeudi 6 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Le tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le mutant.
21 h 25 - L'événement
22 h 30 - « Caméra Je »
23 h 10 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - L'invitée. Film franco-italien
22 h 25 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - L'invitée. Film franco-italien de Vittorio de Seta 1969 avec Michel Piccoli et Joanna Shimkus
22 h 25 - Journal et fin

Vendredi 7 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Jérôme des nuages
22 h 25 - Expressions
23 h 40 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Erika Werner
21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 50 - Ciné-club : Tout est à vendre (1969). Film polonais
00 h 25 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le nouveau vendredi : Grosso modo
21 h 30 - Il était une fois... le pouvoir. Série de 6 émissions. N° 4 : Massacre pour le prestige.
22 h 25 - Journal

Italie : 10^e tour de scrutin des présidentielles nouvel attentat des Brigades Rouges

A Rome, les partis politiques n'ont toujours pas pu se mettre d'accord sur un même candidat aux élections présidentielles, le dernier entré en scène Ugo La Malfa, président du Parti Républicain accepte de se présenter à condition que Pertini, le plus tout jeune candidat socialiste (82 ans) accepte de se retirer ; la confusion atteint son comble quand on sait que Pertini est lui-même favorable au démocrate-chrétien Zaccagnini. Pour résumer les positions en présence : la DC refuse de soutenir le candidat PS mais n'est pas entièrement favorable à La Malfa car le PS lui est opposé ; quant au PCI, il défend le candidat de la gauche italienne Pertini comme « symbole de l'unité nationale », garant pour lui du « compromis historique ». Tandis qu'à Rome, on s'apprêtait mercredi à entamer le dixième tour du scrutin, à Milan un attentat des Brigades rouges s'est déroulé dans la matinée : un directeur de la firme de pneus Pirelli, a été blessé aux jambes.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Maroc

UNE NOUVELLE GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES

● L'année dernière, en novembre-décembre, les prisonniers politiques marocains avaient engagé la lutte en faisant une grève de la faim de plusieurs semaines contre leurs conditions de détention inhumaines. Ils exigeaient une alimentation correcte, des soins médicaux, des journaux et de la lecture, des visites de leurs familles. C'est au cours de cette lutte qu'était décédée la militante marxiste léniniste Saïda Menebhi. Au début de cette année,

le régime d'Hassan II avait pris des engagements pour modifier les conditions de détention des prisonniers politiques. Ces engagements n'ayant pas été tenus, cent détenus politiques de la prison civile de Meknes ont commencé une nouvelle grève de la faim. Ils ont publié une lettre ouverte au ministre de la Justice marocain. Celle-ci nous a été communiquée par les Comités de lutte contre la répression au Maroc.

Lettre ouverte à Monsieur le ministre de la Justice (extraits)

DES 100 PRISONNIERS POLITIQUES
A LA PRISON CIVILE DE MEKNES
A M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE

(...) Dès l'arrêt de la grève, nous avons assisté à l'irresponsabilité et aux violations systématiques des engagements et des promesses qui nous ont été donnés. Ces actes ont atteint un tel point que même les soins médicaux de stricte urgence n'ont pas eu lieu pour remédier à l'extrême détérioration de nos santés et de notre condition physique en général durement éprouvées par la grève de la faim de 20 jours. L'exemple d'une telle irresponsabilité est le transfert de notre camarade, Ahmed Bousbnia à l'hôpital dans un état très grave après un total abandon en plein coma qui a duré cinq heures. Cet exemple illustre aussi le niveau de dégradation de notre santé.

De plus, nos camarades

transférés à la prison civile de Casablanca pour leur permettre de passer leur examen ont entamé une grève de la faim de 48 heures pour protester contre les conditions qui leur étaient imposées et qui n'ont cessé de s'aggraver (interdiction des visites).

Par ailleurs, les provocations auxquelles sont soumises nos familles au bureau du juge d'instruction, les accusations illégales portées à l'encontre de certains de nos camarades sous le prétexte fallacieux «d'agitation» de l'ensemble du groupe, ces accusations sont gratuites. Elles servent à justifier dans la logique de nos «responsables» la réalité de l'oppression et de l'exploitation que vivent les masses populaires dont la situation générale explique notre arrestation et celle des meilleurs fils de notre peuple. Elle sert aussi à dissimuler nos véritables conditions de détention pour les maintenir au lieu de les changer ou du moins appliquer les engagements

vis-à-vis des détenus politiques.

Nous considérons que les pratiques que nous affrontons ne peuvent être dissociées de l'ensemble des pratiques contre lesquelles lutte notre peuple d'une manière générale et la lutte des détenus politiques d'une manière particulière. Nul n'ignore aujourd'hui les conditions de détention des prisonniers politiques de Kenitra ce qu'ils ont subi d'intimidation, de négligence et d'irresponsabilité puisque les «responsables» n'ont pas appliqué les engagements qu'ils ont dû prendre sous la pression de leur lutte héroïque.

De même, nul n'ignore que c'est un tel délaissement qui a entraîné la mort de la camarade Saïda Menebhi.

Considérant que les violations systématiques des engagements pris par les «responsables» ont pour objectif de nous maintenir dans des conditions inhumaines de détention, nous

exigeons le maintien et le respect de nos acquis que nous n'abandonnerons en aucun cas.

Nous vous informons que nous entamons une grève de la faim à partir du 21 juin.

Nous attirons votre attention sur la poursuite des violations et nous vous portons responsables de toutes les conséquences d'une telle grève et des violations des engagements pris à notre égard et qui sont dûment inscrites au procès verbal.

Meknes le 21 juin 78

Les 100 détenus politiques de la prison de Meknes

Ce texte est transmis par les Comités de lutte contre la Répression au Maroc
14 rue de Nanteuil
75 015 Paris
531 43 38

CHINE - VIETNAM

Pékin, 3 juillet (Hsinhua). Le 3 juillet 1978, le gouvernement de la République populaire de Chine a adressé au gouvernement de la République socialiste du Vietnam une note par laquelle il lui a fait savoir ce qui suit : la partie vietnamienne, ignorant les conseils patiemment donnés par le gouvernement chinois et s'obstinant à intensifier sans cesse ses activités antichinoises et son opération de refoulement des ressortissants chinois, a détérioré très sérieusement les relations amicales sino-vietnamiennes, porté très gravement atteinte à l'amitié fraternelle entre les deux peuples, créé une atmosphère envenimée marquée par la diffamation et la haine contre la Chine et détruit ainsi les conditions les plus élémentaires permettant aux experts chinois de continuer de travailler au Vietnam pour la réalisation des projets de construction exécutés avec l'assistance chinoise. Dans ces circonstances, le gouvernement chinois s'est vu obligé de prendre la décision de cesser son assistance économique et technique au Vietnam et de rappeler le personnel technique chinois qui travaille encore dans ce pays.

AGENCE CHINE NOUVELLE

MALTE : LES BASES DE L'OTAN EVACUEES EN AVRIL PROCHAIN

Au cours d'un discours qu'il a prononcé dimanche dernier, le Premier ministre de Malte a annoncé la prochaine évacuation des bases militaires britanniques. Il a également rappelé la fidélité de l'île au non-alignement et s'est prononcé pour le renforcement de ses liens avec le Tiers-Monde et pour la sauvegarde de la paix en Méditerranée.

SUD - YEMEN : ADHESION AU COMECON ENVISAGEE

Au cours d'une interview accordée à l'AFP concernant l'éventuelle adhésion de son pays au COMECON, le ministre des Affaires étrangères sud-yéménite a déclaré que «s'ils y sont poussés (les dirigeants du Sud-Yémen) sont prêts à franchir cette étape.»

ÉGYPTE

Sadate vient de publier un nouveau «plan de paix». Celui-ci ne mentionne pas un État palestinien, et ne reconnaît pas la représentativité de l'OLP. Par contre, il parle de la «prise en compte de la sécurité légitime de toutes les parties concernées», y compris donc celle de l'État sioniste. Cependant, Begin ne s'est

pas déclaré encore satisfait.

FRANCE ARGENTINE

Un représentant de la junte fasciste d'Argentine, l'amiral Masera, est en visite cette semaine à Paris pour des discussions sur la collaboration avec la France dans le domaine du matériel militaire. Il a été reçu officiellement mercredi par Guiringaud.

Et l'acier fut trempé

165^e épisode

Pavel discute avec le secrétaire du comité de district sur l'activité des militants.

— C'est juste. Moi aussi, je vote pour un an de vie plutôt que cinq années de stagnation. Mais là aussi nous sommes parfois criminellement prodigues de nos forces. J'ai compris maintenant que c'est moins de l'héroïsme qu'une espèce d'irresponsabilité anarchique. Maintenant seulement je commence à comprendre que je n'avais pas le droit d'être aussi cruel envers ma santé. Je me rends compte que ça n'a rien de commun avec l'héroïsme. J'aurais peut-être pu tenir quelques années de plus sans cette mentalité de Spartiate. En un mot, la maladie infantile du gauchisme, voilà le principal danger qui me menace actuellement.

« Il dit ça, seulement s'il pouvait se retrouver d'aplomb sur ses jambes, il oublierait tout », pensa Volmer, mais il ne dit rien.

Le lendemain soir, Lev vint voir Pavel. Ils se quittèrent à minuit. Bersénev prit congé de son nouvel ami avec l'impression d'avoir retrouvé un frère, perdu depuis de longues années.

Le matin, des hommes grimperont sur le toit et y fixeront une antenne de T.S.F., tandis que Lev bricolait dans le logement, racontant les épisodes les plus intéressants de son passé. Pavel ne le voyait pas, mais il savait par Taïa que c'était

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

un blond aux yeux clairs, élancé, assez brusque dans ses mouvements, exactement comme il se l'était représenté dès les premiers instants de leur rencontre.

Trois lampes s'allumèrent dans la pénombre de la pièce. Lev tendit solennellement les écouteurs à Pavel. L'éther n'était qu'un vaste chaos sonore. Les radios du port couinaient à qui mieux mieux, un bateau (probablement tout près en mer) transmettait un message. Dans ce vacarme de bruits et de sons, la bobine du variomètre repéra et transmit une voix calme et assurée :

— Allô ! Allô ! Ici Moscou...

Le petit appareil captait sur son antenne soixante stations du monde entier. La vie, dont Pavel avait été arraché, faisait irruption à travers la membrane d'acier, et il sentait son souffle puissant.

La joie parut illuminer ses yeux éteints, et Bersénev sourit, recru de fatigue.

..

La grande maison était plongée dans le sommeil. Taïa s'agitait et parlait en rêvant. Elle rentrait tard, lasse, transie. Pavel la voyait peu. Plus elle s'engageait dans le travail, moins elle avait de soirées libres, et il songeait aux paroles de Bersénev :

« Si la femme d'un bolchévik est aussi une camarade du Parti, ils ne se voient guère. Ce sont deux charges électriques positives : ils ne se créent pas d'ennuis et n'ont pas le temps de se disputer ! »

Qu'aurait-il pu objecter ? Il fallait s'y attendre. A une certaine époque, Taïa lui consacrait toutes ses soirées. Il y avait alors davantage d'affection, de tendresse. Mais elle n'était alors que sa compagne, sa femme. Maintenant, son ancienne élève était une camarade de Parti.

Il comprenait que plus elle grandirait, moins elle aurait d'heures à lui réserver, et il acceptait : c'était naturel.

On confia un cercle à Pavel.

De nouveau, chaque soir, la maison s'anima. Les heures passées avec les jeunes retrempeaient son énergie.

Le reste du temps, sa mère lui retirait à grande-peine les écouteurs des oreilles aux heures des repas.

La radio lui restituait ce que la cécité lui enlevait : la possibilité d'étudier. Et ce désir passionné, irrésistible, d'apprendre lui faisait oublier les souffrances atroces de son corps fiévreux, la brûlure de ses yeux et toutes les rudesses de la vie, si dure envers lui.

Lorsque l'antenne lui apprit les exploits réalisés sur les chantiers du Magnitostroi par les jeunes gars qui avaient relevé, sous le drapeau du Komsomol, la génération des Kortchaguine, le bonheur de Pavel fut à son comble.

(à suivre)

● Pour mener la guerre contre le peuple érythréen, le régime éthiopien du DERG a tenté d'enrôler massivement la paysannerie qui représente 90 % de la population de l'Éthiopie. C'est à la suite des échecs répétés de l'armée régulière éthiopienne en Érythrée, que le nouveau régime, après quelques mois d'hésitation mit sur pied au printemps 76, puis au printemps 78, les «marches rouges», que des centaines de milliers de paysans étaient «invités» à rejoindre, pour servir de chair à canon sur le front, en appui à une armée en déroute. Par ce procédé, le nouveau régime à Addis-Abeba, entendait organiser l'adhésion du peuple éthiopien à sa sale guerre.

L'entreprise, une nouvelle fois tentée au printemps, s'est soldée par un fiasco. Les conditions mêmes de son déroulement l'expliquent aisément. Alors que le soulèvement des campagnes en 1974, la révolte contre les féodaux et la famine, avaient été un important facteur de la chute de Haïlé Sélassié, alors qu'un décret pour la réforme agraire pris en mars 75, prévoyait la redistribution des terres au profit des masses paysannes, celles-ci entendaient bien imposer une réforme agraire servant leurs intérêts. Les «associations paysannes» groupant

chacune de 2 à 300 familles et réparties sur l'ensemble du territoire, étaient considérées par les paysans, comme un moyen d'imposer à la basale réforme agraire promise, alors que pour le régime, il s'agissait par là d'encadrer les masses paysannes, pour annihiler leur contestation. De même, la distribution d'armes aux paysans était vue par eux avant tout comme un moyen d'imposer l'expropriation, effective des gros propriétaires féodaux, et d'empêcher la récupération des quelques acquis. Or ce sont ces milices des villages que le DERG a essayé d'entraîner dans ses fameuses «marches rouges». Enrôlés le plus souvent de force, les paysans ont été conduits en Érythrée, avec, comme l'indiquent les témoignages ci-dessous, l'«objectif» officiellement proclamé d'*«aller combattre les féodaux arabes et autres envahisseurs du Nord de l'Éthiopie»*.

Mais, une fois au contact de la réalité érythréenne, ils ont pu facilement constater la duplicité du régime d'Addis Abeba. Les paysans éthiopiens ont pu observer notamment la mise en œuvre sur la plus grande partie du territoire érythréen, d'une authentique réforme agraire démocratique, à l'initiative des fronts de libé-

ration, donnant le contrôle de la terre aux masses paysannes pauvres. Cette «découverte» a eu un impact d'autant plus grand, au fur et à mesure que le nombre de prisonniers éthiopiens grossissait, en relation avec les défaites militaires éthiopiennes que l'aide massive soviéto-cubaine n'est pas parvenue à enrayer. Ceci a été le cas, particulièrement en 77, où la plupart des villes érythréennes importantes ont été libérées tandis que des garnisons éthiopiennes entières se rendaient, souvent sans combattre.

Bien traités par les forces de libération érythréennes, associés à leurs cours d'éducation politique, à leurs discussions, les prisonniers éthiopiens se sentent d'autant plus étrangers à la cause du DERG que celui-ci refuse systématiquement de reconnaître qu'il y a des prisonniers éthiopiens en Érythrée et qu'il défend le slogan : *«Un soldat éthiopien n'est jamais capturé. La dernière balle, il la garde pour lui»*. S'ils rentrent chez eux, les soldats faits prisonniers s'exposent à une sanglante répression de la part du DERG. Cette tentative de la dictature de Mengistu de pallier à ses défaites, ne fait finalement que les renforcer.

Prisonniers éthiopiens en Érythrée

UNE «CAUSE» QUI N'EST PAS LA LEUR

Déclaration du lieutenant Desalegn (de nationalité érythréenne)(1)

Le major Getachew Yerom, les lieutenants Tadesse Workneh et Asrat Faisa de la 23^e brigade «Nebelbal» et le lieutenant Desalegn Gebre Mariam, qui était dans la marine à Massawa ont déserté le 15 novembre 1977. (extraits de leurs déclarations).

«L'Éthiopie est finie en Érythrée. L'armée sait très bien que l'indépendance de l'Érythrée est une chose inévitable. Le fait qu'on comprenne cela, ajouté aux cuisantes défaites infligées à l'armée éthiopienne par les combattants érythréens a complètement abattu le moral et la combativité de cette armée. (...)

La propagande de la junte contre le FLE est tellement forte que même ceux d'entre nous qui avaient des contacts avec les révolutionnaires érythréens avaient des doutes sur ce qui leur arriverait

une fois qu'ils auraient rejoint le FLE. Maintenant, nous voyons de nos yeux ce que vous réalisez dans les zones libérées. (...)

Nous étions en première ligne des dix bataillons «Nebelbal» entraînés par les Israéliens. La 23^e brigade à Adua comportait quatre bataillons de 522 soldats chacun.

Les conseillers sont encore principalement des Israéliens. Des Cubains et des Russes sont aussi là. La junte a des espions au sein de l'armée éthiopienne et beaucoup de soldats innocents disparaissent de temps à autre parce qu'ils sont accusés d'une prétendue «collaboration avec l'ennemi». On a tellement peur de cette politique de liquidation systématique qu'on ose à peine parler à cœur ouvert ou se confier à son meilleur ami. Le colonel Abera Admasu est un de ceux qui a récemment disparu de manière mystérieuse.

Des déserteurs parlent

«Dans la marine éthiopienne, beaucoup de nationaux érythréens ont été liquidés rien que pendant les derniers mois. Il ne reste que vingt officiers érythréens et tous sont considérés comme des «espions». Aujourd'hui, dans les ports érythréens, on voit arriver un afflux énorme d'armes lourdes et d'«experts» étrangers.

En octobre, deux lance-missiles israéliens étaient en action entre Assab et Massawa. Bien sûr, vous savez qu'ils ont deux îles dans la mer Rouge, qui sont complète-

ment interdites même aux Éthiopiens.

Aujourd'hui, les experts soviétiques entraînent la marine éthiopienne. La station de missiles de l'archipel des Dahlak est contrôlée par les Soviétiques. Les installations de radars à la base navale sont manœuvrées par des Soviétiques. (...)

(1) Des Érythréens vivant en Éthiopie et faisant carrière dans l'armée, ont été engagés au cours de la guerre en Érythrée.

LES «CAUSES» DE MENGISTU EN COREE ET AU CONGO

«Non contente de défendre sa propre intégrité territoriale, l'Éthiopie s'est fait connaître à travers le monde entier en envoyant ses enfants héroïques combattre en Corée et au Congo, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.»

Mengistu, le 18 février 1975, justifie dans un discours à Addis Abeba, la participation éthiopienne à l'agression impérialiste passée contre les peuples de la Corée du Congo.

LE POINT DE VUE DE CASTRO

«Je peux dire que j'ai bien connu Mengistu. C'est un homme serein, intelligent, audacieux et courageux, et je considère qu'il possède d'exceptionnelles qualités de dirigeant révolutionnaire (...) Je considère Mengistu comme un vrai révolutionnaire et que la révolution qui se déroule à l'heure actuelle dans son pays, est une vraie révolution.»

Mars 77 Fidel CASTRO

«LES PRISONNIERS ETHIOPINIENS M'ONT DIT...»

Témoignage d'un économiste camerounais au cours du meeting de l'Union des Etudiants Ethiopiens à Paris en mars 78

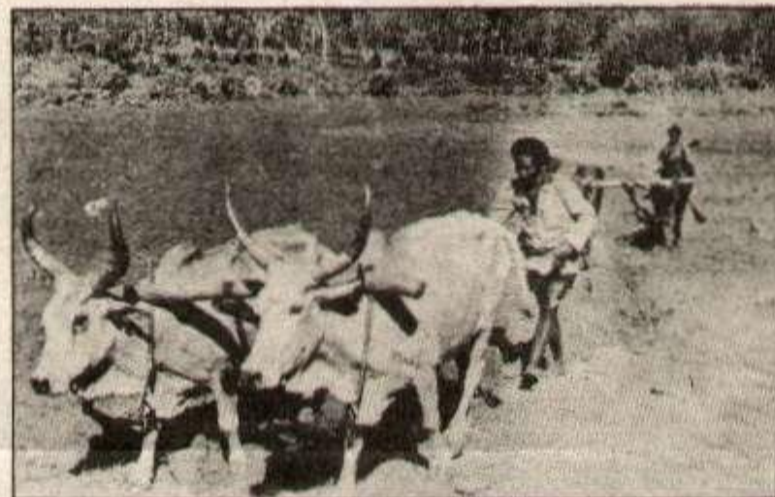
«Je viens de passer un mois en Érythrée, et j'étais allé en Éthiopie il y a deux ans. Les témoignages de l'Union des Etudiants éthiopiens que j'ai entendus sur la situation dans leur pays, maintenant, correspondent exactement à ce que j'avais pu constater voici deux ans. Je suis allé en Éthiopie dans le cadre d'une mission officielle d'organismes d'aide internationale, et j'ai donc été reçu par des officiels du régime d'Addis-Abeba. En Érythrée, j'ai fait partie d'une mission de l'«Association de Secours à l'Érythrée» qui siège à Paris ; cette mission est allée, à la demande du FPLE, étudier le développement des zones libérées de l'Érythrée. Ces deux voyages m'ont permis de voir deux aspects radicalement différents de la réalité.

CE QUI FRAPPE LE VISITEUR EN ETHIOPIE

En Éthiopie, sous la poussée des masses, au lieu d'apporter une solution à leurs revendications, on se plait à trouver des subterfuges et notamment, l'un des meilleurs subterfuges que l'on ait trouvé actuellement en Afrique, que ce soit en Éthiopie, que ce soit au Cameroun, ou que ce soit chez Senghor, c'est celui qui consiste à utiliser le mot «socialisme», car on sait que si on ne se réfère pas au socialisme, on ne pourra pas avoir un quelconque soutien des masses.

Le premier choc que j'ai reçu en arrivant en Éthiopie, c'est dans la rue, à Addis-Abeba, un matin, lorsqu'on m'a conduit à un service public. Il y avait deux camions qui nous précédaient et l'un était plein d'hommes, de femmes et d'enfants !, entassés sous la surveillance de deux militaires, mitraillette au poing. Quand j'ai demandé qui étaient ces gens, on m'a répondu que c'étaient des gens en état d'arrestation. Pour la plupart, on les emmenait soit au poteau d'exécution, soit dans des camps de concentration. C'est un des aspects sur lequel je tiens à témoigner. Durant mon séjour, avec les surveillances et les fouilles, le climat m'est apparu invivable.

À côté de cette répression policière de tous les jours, il y a une autre réalité qui nous frappe en débarquant à Addis-Abeba pour la première fois, c'est la misère, une misère qui agresse les gens dans la rue. Et pour montrer encore à quel point il y a une fuite en avant du régime d'Addis-Abeba, il faut souligner que l'aide humanitaire des



Pour les paysans érythréens, l'objectif est celui de l'auto-suffisance, un des moyens d'échapper à toute ingérence étrangère.

organismes internationaux, tels que ceux pour lesquels j'étais en mission, est en réalité utilisée pour entretenir l'armée...

C'était pour moi la première expérience d'un pays où le régime se dit «socialiste» mais, où il extermine son peuple qu'il prétend représenter ou soutenir.

DE L'AUTRE CÔTE DE LA FRONTIÈRE

Je suis allé tout récemment en Érythrée, ou j'ai passé un mois du côté du FPLE. Et j'ai pu établir nettement la différence entre ce qu'on entend par «révolution» en Éthiopie et «révolution» en Érythrée. Tout au long de notre séjour en Érythrée nous avons été très surpris par l'ardeur avec laquelle le peuple érythréen travaille, construit son pays qui a été durant des années, détruit par les bombardements. Nous avons été très surpris par la manière dont les masses s'organisent avec le FPLE, très surpris par leur détermination, leur participation parfaitement consciente à la lutte, et par l'analyse qu'elles font de la différence entre la situation qui prévaut en Érythrée maintenant et celle qui existait quand il y avait appartenance à la «fédération» éthiopienne.

«CE QUE NOUS ONT DIT LES PRISONNIERS ETHIOPINIENS»

Durant notre séjour, nous avons rencontré des prisonniers éthiopiens qui sont très nombreux en Érythrée. Et nous avons tenu à discuter non seulement avec les officiers éthiopiens prisonniers mais aussi, avec de simples soldats. Les officiers avec qui nous avons discuté nous ont dit que pour la plupart, on les avait envoyés combattre le peuple érythréen en leur disant, que l'objectif était de «chasser les Arabes et les Soudanais qui envahissent le Nord du pays». Sceptiques, nous avons tenu à avoir l'avis de simples soldats.

Lorsqu'on entend parler de la guerre entre l'Éthiopie et le peuple érythréen, on peut croire que c'est volontairement que le peuple éthiopien s'engage contre le peuple érythréen, alors qu'en réalité, c'est faux. Tous les soldats que nous avons vus, nous ont dit qu'on arrête les gens et qu'on les enrôle de force je citerai les propos que nous ont tenus un certain nombre de prisonniers d'origine paysanne, quand nous leur avons demandé de nous dire comment ils en sont venus à aller combattre en Érythrée.

Je citerai le cas d'un homme marié, père de 4 enfants. On est venu le chercher alors qu'il était chez lui. On lui a dit qu'on avait besoin de lui, que la nation avait besoin de lui. Et on l'a embarqué de force. On l'a mis dans un camion où les hommes étaient déjà nombreux. Puis, on les a conduits dans un camp, là, on leur a donné des uniformes. Au bout d'un mois, on les a emmenés dans un avion, pour une destination «inconnue». C'est juste au moment de débarquer qu'on leur a expliqué qu'ils étaient arrivés... à Massawa, et qu'ils devaient combattre «pour repousser les Arabes et les Soudanais qui ont envahi le pays».

Disons que lorsque nous les avons rencontrés, ces prisonniers n'avaient pas l'air de gens formés politiquement ni déterminés à défendre la «cause» du DERG. Cela souligne que le régime éthiopien est obligé de procéder comme il le fait, car s'il expliquait que c'est un conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, personne ne prendrait les armes pour aller se battre.

Je conclus en disant aujourd'hui URSS hors d'Éthiopie ! Il faut affirmer notre volonté de lutter jusqu'au bout pour l'indépendance de l'Afrique, en dehors de toute hégémonie d'où qu'elle vienne.

Dans le magazine des vacances, le point sur les derniers développements en Érythrée avec Nafi Kurdi, représentant du FPLE à Paris.